



Déclaration commune du NPA 66 (France)
Revolta Global-Esquerra Anticapitalista (Catalunya)

UNIFIER LES RÉSISTANCES CONTRE L'OFFENSIVE CAPITALISTE

Partout en Europe, des plans d'austérité tentent de faire payer la crise du capitalisme aux classes ouvrières et populaires.

En Grèce, Portugal, Roumanie, Italie, Grande-Bretagne..., les plans les plus draconiens sont mis en place. En Espagne, le soi-disant « socialiste » Zapatero s'attaque aux services publics, baisse les salaires des fonctionnaires et employés publics, promulgue une réforme du droit au travail – la plus grande attaque anti-ouvrière depuis la mort de Franco – qui facilite les licenciements et institutionnalise le contrat de travail temporaire. Sans parler du report de l'âge de départ à la retraite à 67 ans...

En France, la droite revancharde de Sarkozy lance elle aussi une attaque réactionnaire tous azimuts : développement de la précarité, destruction des services publics, recul des droits sociaux et démocratiques, dégradation du niveau de vie, campagne raciste et xénophobe contre les roms, les sans-papiers, les jeunes des quartiers populaires... Aujourd'hui, sa contre-réforme des retraites est le fer de lance de sa politique d'austérité.

Les travailleurs ne veulent pas payer la crise du capitalisme !

Partout en Europe – de la Grèce au Portugal en passant par la Roumanie, l'Espagne ou la France –, les travailleurs, les jeunes, les couches populaires se mobilisent depuis des mois contre cette politique de régression sociale et démocratique sans précédent.

Tout récemment, le 29 septembre, l'« euromanifestation » a rassemblé dans la lutte, à l'appel de la Confédération européenne des syndicats, plusieurs dizaines de milliers de salariés – Portugal, Italie, Pologne, Chypre, Lituanie, Allemagne, Belgique... Ce jour-là, au Perthuis, nous étions 2500 travailleurs – français, andorrans et espagnols – rassemblés derrière une même banderole contre l'austérité.

L'Espagne connaissait le même jour sa première grève générale contre le gouvernement du social-libéral Zapatero. Une énorme mobilisation qui a touché dix millions de salariés, avec une participation de 70% de grévistes, tenant des piquets de grève, qui ont repoussé les attaques policières, et paralysant tout le pays. La France, depuis quelque huit semaines, connaît un mouvement de manifestations, de grèves et d'actions sans cesse grandissant contre la réforme des retraites. Il entraîne

non seulement les salariés du public et du privé mais aussi la jeunesse et toutes les autres couches de la population frappées par une politique apparaissant de plus en plus ouvertement au service d'une infime minorité de possédants. Le bras de fer engagé remet en cause la légitimité de ce pouvoir brutal mais fragilisé, impopulaire, discrédité. La volonté de le chasser au plus vite s'impose... Une victoire de la mobilisation face à ce gouvernement changerait notablement le rapport de forces dans ce pays et même au-delà de ses frontières. Il constituerait un formidable encouragement pour tous ceux et toutes celles qui, partout en Europe, ne veulent plus subir le capitalisme et qui pensent qu'il faut en finir avec ce système injuste.

Partout en Europe, notre lutte est la même. Partout, nos ennemis sont les mêmes. Face à l'internationale des capitalistes et des spéculateurs, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) et Revolta Global – Esquerra Anticapitalista (RG - EA) appellent à opposer la solidarité internationale des travailleurs, à construire les mobilisations unitaires et coordonnées dans tous les pays d'Europe qui feront échec à l'offensive réactionnaire et permettront de passer à la contre-offensive.

Pour une Europe au service des travailleurs et des peuples !



MONTRONS LEUR QUE CE N'EST PAS TERMINÉ !

Le vote par le Sénat puis par l'Assemblée nationale n'y change rien. Votée contre l'avis de millions de manifestants et d'une large majorité de la population, la loi sur les retraites reste illégitime.

Aujourd'hui dans la rue, demain on continue...

Destinée à faire payer la facture de la crise aux salariés, cette loi ne règle rien sur le fond puisqu'un amendement voté par les sénateurs, et maintenu dans le texte final, contient en germe un autre système de retraite que le système actuel, autre système qui devrait être débattu en 2013.

C'est donc d'une belle arnaque gouvernementale dont il s'agit, arnaque combattue par le mouvement social à travers les millions de manifestants et les grèves, ponctuelles ou reconduites, depuis le 7 septembre.

Jeudi 28 octobre, la précédente journée de grève et de manifestations a réuni deux millions de manifestants en pleine période de vacances scolaires, montrant ainsi la vigueur du mouvement. Pour faire reculer Sarkozy, il nous faudra être plus forts encore : réussir les manifestations, prolonger, étendre et généraliser les grèves, bloquer l'économie du pays.

Contre la loi, contre Sarko et ses amis, il faut continuer !

Les ministres du gouvernement, omniprésents dans les médias, veulent siffler la fin de la mobilisation. Ils nous expliquent que maintenant que la loi est votée, on ne peut plus s'y opposer. A défaut de convaincre, ils veulent vaincre et nous imposer une régression sociale. Et déjà s'annoncent de nouvelles attaques, en particulier sur l'assurance maladie.

Le mécontentement que suscite leur politique est profond et loin d'être éteint. Depuis deux mois, en faisant grève, en descendant régulièrement dans la rue à plusieurs millions, ce n'est pas seulement notre rejet d'une loi injuste sur les retraites qui s'est exprimé. C'est aussi notre ras-le-bol de Sarko et de sa clique, de leur politique antisociale et sécuritaire, de leur arrogance, de tout un système qui écrase nos vies au nom du profit.

C'est maintenant que ça se joue, n'attendons pas 2012 !

La solution à nos problèmes n'est pas la perspective d'un gouvernement de la Gauche Plurielle en 2012, avec à sa tête un Parti Socialiste qui réaffirme la nécessité d'allonger la durée

de cotisation ou qui réquisitionne les employés communaux grévistes à Marseille. Cette "Gauche" quand elle est majoritaire mène de fait des politiques de droite comme le font, en Europe, leurs amis de Grèce ou d'Espagne.

Le seul gouvernement qui serait utile, c'est un gouvernement par et pour la majorité de la population. Un gouvernement qui mènerait une politique de rupture anticapitaliste, basée sur la répartition des richesses. C'est dans nos luttes que se forgeront les forces capables de faire payer la crise à ceux qui l'ont provoquée, capables de remettre en cause le capitalisme.

Avec la suspension de la grève dans différents secteurs dont les raffineries, la période des vacances scolaires a marqué une pause dans la mobilisation. Mais rien n'est définitivement joué. Ce n'est pas le moment de faire baisser la pression comme le déclarent certains dirigeants nationaux de la CFDT et de l'UNSA. En relevant la tête, en gagnant la bataille de l'opinion contre la propagande des classes dirigeantes, nous avons déjà marqué des points. Et c'est loin d'être fini.

POUR PRENDRE CONTACT

Par courrier : NPA66 16, rue des Commères 66000 Perpignan - Par mail : contact@npa66.org - Par tél. : **06.87.10.05.62**

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :

Toute l'info militante locale sur npa66.org